Document generated on 08/09/2025 8:22 p.m.

Cahiers de géographie du Québec

De l'idéologie de l'espace à l'idéologie dans l'espace

J. B. Racine, G. Greer-Wootten and G. Gilmour

Volume 29, Number 77, 1985

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021720ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021720ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Racine, J. B., Greer-Wootten, G. & Gilmour, G. (1985). De l'idéologie de l'espace à l'idéologie dans l'espace. *Cahiers de géographie du Québec*, *29*(77), 225–239. https://doi.org/10.7202/021720ar

Article abstract

Rather than studying the ideological dimension of geographical discourse, this article addresses the question of the relevance and possible methodology for analyzing ideological dimensions, within the space created by a given society. Recalling the importance of a geographical approach to spatial characteristics linked to the ideologies of social formations, the authors base their work on studies whose aim is to measure the quality of life, as perceived by the population, as well as those dealing with the awareness and political economy of nuclear risks, to define the relevance and feasibility, under certain circumstances, of the scientific study of ideological phenomena, such as can be ascertained, in the final analysis, from a given geographical space.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 29, no 77, septembre 1985, 225-239

DE L'IDÉOLOGIE DE L'ESPACE À L'IDÉOLOGIE DANS L'ESPACE

par

Jean-Bernard RACINE [1], **Bryn GREER-WOOTTEN** [2]
et Gillian GILMOUR [3]

RÉSUMÉ

Plutôt que d'étudier les dimensions idéologiques du discours des géographes, cet article s'interroge sur la pertinence et les méthodes possibles d'une lecture de l'inscription de la dimension idéologique d'une société dans l'espace que celle-ci a produit. Rappelant l'importance d'une réflexion géographique sur les caractéristiques spatiales liées à l'idéologie d'une formation sociale, les auteurs s'appuient sur les études ayant pour but de mesurer la qualité de la vie, telle que perçue par les habitants, ainsi que sur celles portant sur la perception et l'économie politique du risque nucléaire pour reconnaître l'intérêt et la possibilité, sous certaines conditions, d'une étude scientifique des faits idéologiques, tels qu'en dernière analyse ils se lisent dans l'espace géographique lui-même.

MOTS-CLÉS : Idéologie spatiale, formation sociale, qualité de la vie, étude des faits idéologiques.

ABSTRACT

From Ideology of Space to Ideology in Space

Rather than studying the ideological dimension of geographical discourse, this article addresses the question of the relevance and possible methodology for analyzing ideological dimensions, within the space created by a given society. Recalling the importance of a geographical approach to spatial characteristics linked to the ideologies of social formations, the authors base their work on studies whose aim is to measure the quality of life, as perceived by the population, as well as those dealing with the awareness and political economy of nuclear risks, to define the relevance and feasibility, under certain circumstances, of the scientific study of ideological phenomena, such as can be ascertained, in the final analysis, from a given geographical space.

KEY WORDS: *Spatial ideology, social formation, quality of life, study of ideological phenomena.*

*
* *

1. Université de Lausanne, Lausanne ; 2. York University, Downsview (Ont.) ; 3. Université McGill, Montréal.

Do not adjust your mind, there is a fault in reality

Hilary ROSE et Steven ROSE, 1974

Cet essai se présente comme une tentative de « renversement » de la problématique dans ce que l'on pourrait appeler les procédures critiques normales de tout effort cherchant à étudier les rapports entre l'idéologie et une science sociale quelconque, la géographie en particulier. La procédure critique normale part en effet d'un point de vue philosophique et logique (voire selon les cas, d'une axiomatique critique particulière, le marxisme par exemple, ou d'une simple analyse thématique des discours conduits sans a priori explicite conscient). Elle s'applique au travail des géographes et dans les meilleurs des cas elle permet de mettre en évidence et d'extraire les dimensions idéologiques de connaissances ou de pratiques géographiques. Mentionnons simplement pour mémoire et parmi quantité de bons travaux, la découverte du caractère idéologique du « fétichisme de l'espace » et de l'étude non dialectique des relations formes/contenu ou centre/périphérie, le caractère idéologique aussi de l'adoption mécaniste et non critique de modèles et de théories dérivées directement d'autres domaines de la science et qui, parfois, produisent une idéologie nouvelle. Des auteurs comme D. Harvey (1973), J. Anderson (1973), D. Massey (1973), G. Olsson (1974), D. Slater (1975) ont déjà su remarquablement attirer notre attention sur tous ces dangers. L'un de nous a essayé, dans le prolongement des travaux d'Yves Lacoste (1976), d'apporter à son tour une contribution originale à cet égard (Racine, 1977) pour un public et dans un esprit plus attaché aux formes de pensée de la francophonie. L'application de telles procédures critiques au savoir géographique (et il vaudrait sans doute mieux dire « au savoir des géographes »), en vue d'en extraire les dimensions idéologiques, a évidemment pour but déclaré d'obtenir au terme d'une boucle de rétroaction, un savoir plus adéquat et/ou plus utile.

Notre but dans cet article est finalement le même à ceci près que nous partons d'un autre point de vue, en suivant d'autres étapes. D'une manière ou d'une autre nous postulons au départ que puisque tout travail géographique possède une dimension spatiale, nous acceptons qu'il existe un espace « géographique » qui est au moins l'espace des géographes. Mais nous nous sommes aventurés plus loin en posant comme axiome (avec H. Isnard, 1978) que cet espace géographique est un produit social et que « la société est tout entière dans l'œuvre de mise en forme de l'espace, conformément à la finalité qu'elle se propose ». Acceptant également l'idée que toute société a une dimension idéologique (Robison, 1964), idée évidemment confirmée et illustrée par l'ensemble de la théorie marxiste (Althusser, 1976), nous avons fait l'hypothèse que l'étude géographique de l'espace et de la société peut nous conduire à soumettre le problème de l'idéologie à un éclairage nouveau qui tout en nous permettant d'accroître nos connaissances du phénomène idéologique en tant que tel, nous permettra en retour de disposer d'une meilleure théorie de l'espace géographique, meilleure dans la mesure où ses dimensions idéologiques auront été explicitées et pourraient donc être contrôlées dans l'utilisation que l'on en fera dans l'accomplissement de nos tâches de géographes.

Il serait vain de tenter ici une classification exhaustive des formes spatiales que le géographe peut rattacher explicitement à une production plus ou moins directement dérivée d'une idéologie. Au niveau du discours « classique » on doit à H. Isnard d'avoir montré, au moins implicitement, l'existence de ce lien, dans tout son ouvrage, en s'appuyant sur toute une série d'exemples qu'il reconnaît être plus riches dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés industrielles, celles-ci tendant vers

« l'unidimensionnalité ». Nous ne reprendrons pas ici ses démonstrations qui débouchent sur la mise en évidence fort bienvenue de la dialectique espace-société.

Par ailleurs toutes les discussions sur l'espace social, telles qu'introduites par exemple par Anne Buttimer (1971) à la suite des travaux du sociologue français Paul Chombart de Lauwe, confirment l'utilité de cette approche dans l'interprétation de l'organisation de l'espace même si à bien des égards les espaces objectifs et les espaces subjectifs ne coïncident pas, l'espace subjectif reflétant justement les valeurs, les aspirations et les traditions culturelles qui consciemment ou inconsciemment déforment les dimensions objectives de l'environnement. Le travail de Y.F. Tuan (1974) nous a rappelé quant à lui, à travers les thèmes de la perception, des attitudes et des valeurs, la variété et la profondeur des liens qui unissent environnement et vision du monde, la forme traditionnelle et l'organisation interne de la ville chinoise comme image de la cosmogonie chinoise par exemple.

Mais ces exemples se réfèrent plus à la perception individuelle de l'espace, qui implique certes l'existence de biais idéologiques, mais que l'on ne peut relier directement au processus de production de l'espace à travers les motivations idéologiques de certaines classes. Il est toutefois possible d'aborder l'idéologie par le biais des perceptions et des représentations mentales.

On en arrive ainsi, progressivement, aux problèmes qui nous occupent ici, dans la mesure où nous chercherons à tirer des études conduites actuellement sur ces deux domaines clés que sont les représentations mentales de la qualité de la vie et les choix énergétiques des résultats plus directs concernant les représentations idéologiques d'une population et les possibilités pratiques de leur étude scientifique. Les deux thèmes sont d'ailleurs inextricablement reliés l'un à l'autre. À cet égard il nous paraît utile d'examiner les résultats d'une série d'études concrètes de systèmes de représentations et de valeurs tout particulièrement quand ceux-ci sont découverts au sein d'échantillons de population indépendamment de toute référence explicite à la production de l'espace, pour voir dans quelle mesure ces aspirations, ces représentations et ces valeurs peuvent être circonscrites comme identifiant des idéologies capables à plus ou moins long terme d'être directement ou indirectement responsables de la modification de l'espace géographique. Il nous faudra aussi nous demander si les méthodes disponibles (essentiellement le travail par questionnaire auprès des populations et les théories de la mesure qu'il implique) ne posent pas de problèmes insolubles.

Nos exemples sont pris en dehors du domaine direct des études géographiques, dans le domaine de l'évaluation de la perception de la qualité de la vie et dans celui du débat engendré par l'alternative en matière de choix énergétique. C'est dire que nous ne prétendrons pas donner ici des réponses définitives quant aux méthodes scientifiques de lecture de l'idéologie inscrite dans l'espace scientifique. Nous montrerons cependant qu'une étude scientifique des faits idéologiques (représentations mentales, valorisations, etc...), dans leurs rapports avec des réalités concrètes, est possible à certaines conditions.

LES LEÇONS DES ÉTUDES SUR LA PERCEPTION DE LA QUALITÉ DE LA VIE: LA POSSIBILITÉ DE MIEUX CONNAÎTRE LA STRUCTURE DES VALORISATIONS DANS LA SPHÈRE IDÉOLOGIQUE D'UNE FORMATION SOCIALE

Une première série de réflexions pertinentes nous paraît pouvoir être dérivée des problèmes et des conclusions que les chercheurs anglo-saxons tirent actuellement de leurs différents essais de *définition opérationnelle* de la perception de la qualité de la vie (McKennell *et al*, 1978). On sait qu'ils ont développé à cette fin toute une série d'indicateurs qui ne sont plus simplement «objectifs» (essentiellement économiques et presque toujours «produits» par le système et ses agences «gouvernementales», cf. de Neufville, 1975), mais «subjectifs», mesurés par questionnaires directs auprès d'échantillons représentatifs des populations concernées. Les données ainsi recueillies sont traitées — du moins est-on en droit de s'y attendre — avec tous les soins que commande l'état actuel de la *théorie de la mesure* (Andrews et Crandall, 1976) et de ses tests de fiabilité (Heise et Bohrnstedt, 1970), tests que l'on sait être plus sévères que ceux que les gouvernements manquent le plus souvent d'appliquer, ne serait-ce que sur les erreurs d'échantillonnage. Nous ne cacherons pas cependant que, pour de nombreux critiques plus ou moins «radicaux» d'ailleurs, la multiplication des études sur les indicateurs sociaux n'est que l'expression d'un effort d'occultation contre-révolutionnaire destiné à préserver le statu quo au sein de la société capitaliste. Mais tel n'est pas notre problème immédiat.

En revanche, en nous attachant plus spécifiquement aux travaux ayant porté sur les indicateurs «subjectifs» de la qualité de la vie, tels qu'ils sont «perçus» par une population, et en faisant provisoirement une certaine assimilation entre «idéologie» et «perception subjective», nous chercherons à «évaluer» la pertinence d'une hypothèse de travail. Celle-ci est simple: elle prétend qu'à travers sa dimension méthodologique au moins, l'effort de ces spécialistes nous confirme que l'idéologie d'une population *peut* faire l'objet d'une analyse directe à travers un mode d'investigation obéissant aux critères habituels de la démarche «scientifique».

Il semble bien qu'il faille accepter au départ l'hypothèse selon laquelle les gens interrogés ne peuvent éviter de se référer dans leurs réponses au *modèle* que propose l'idéologie dominante à travers le comportement et les perceptions des «élites» et l'influence des média. Même si les approches subjectives s'appuient non plus sur de stricts modèles individuels, mais sur des modèles sociétaux plus complexes qui tiennent compte de ces influences (Blishen *et al*, 1975), il est toujours extrêmement difficile de faire la part des choses et des conditionnements.

Par ailleurs ces études font aujourd'hui appel à toute une batterie d'indicateurs subjectifs (le plus souvent sans corrélation bien définie avec les indicateurs dits objectifs), recueillis pour toute une série de «domaines» différents. Ces domaines ont été conceptualisés comme des «zones» subjectives de l'expérience vécue et fournissent la base de l'organisation des questionnaires et analyses subséquentes. Cette modélisation par domaines est d'ailleurs devenue l'approche standard dans ce type de recherche, développée pour l'essentiel par les spécialistes de l'Université du Michigan (Campbell *et al*, 1978). Fondés sur l'analyse factorielle de l'information recueillie et sur des modèles de régression multiple, les résultats ne manquent pas d'intérêt pour notre propos. Ainsi les géographes qui étudient le poids des représentations mentales dans l'ensemble des processus qui contribuent à la production de l'espace ne peuvent être indifférents à une découverte, certes américaine, mais qui nous montre que si, globalement, les gens ne sont guère satisfaits de leurs conditions matérielles de vie,

les indices de satisfaction générale considérés comme variables dépendantes, ne sont pas « explicables » à partir des seules satisfactions matérielles et ce, même si environ 50% de la variance dans les taux de satisfaction de la vie peuvent être déduits d'une combinaison linéaire de différents domaines de satisfaction (McKennell, 1975).

Si la contribution du domaine économique est substantielle, elle doit donc être placée en perspective. Le domaine financier joue toujours un rôle dans l'ensemble réduit des « prédicteurs », mais sans être toujours, ni même habituellement, le plus important. Or ce résultat est d'autant plus intéressant que les résultats obtenus pour différents sous-groupes de population montrent généralement un haut degré de similarité avec les résultats globaux, tant au niveau de l'importance de l'explication obtenue par le modèle général qu'à celui de la contribution des différents domaines. Quant à la contribution totale des autres domaines (loisirs, vie familiale, travail, mariage, amis, ville, habitat, quartier, niveau d'éducation, santé, religion, gouvernement national, etc.) elle excède toujours considérablement la contribution du seul domaine financier. L'ensemble des résultats obtenus met donc en évidence l'importance de véritables structures de valorisations dont on peut légitimement faire l'hypothèse qu'elles sont au moins l'un des facteurs donnant forme aux divers types d'aspirations et d'attitudes et donc peut-être de comportements.

Il semble démontré par ailleurs qu'il est possible d'étudier les comportements des représentations idéologiques d'une société et d'en mesurer le poids respectif dans une valorisation globale. Est-ce là un résultat suffisant pour qu'un champ nouveau, où les recherches s'appuieraient sur la mesure et l'expérience, soit ouvert à la réflexion sur les rapports entre idéologie et production de l'espace ? Le dire comme tel serait prématuré d'autant plus que ces études montrent incidemment que si, parmi les différents domaines de satisfaction, la préoccupation pour les lieux (nation, ville, habitat, quartier) émerge bien des analyses factorielles, elle n'intervient que très secondairement comme « prédicteur » de la satisfaction dans la vie quand celle-ci est considérée comme un « tout ».

Mais peut-être faut-il surtout tirer de ces résultats une leçon de méthode pour qui veut étudier l'idéologie dans l'espace. À cet égard, deux études méritent d'être mises en parallèle. Elles offrent en effet un saisissant contraste dont les géographes urbains devraient plus spécialement faire leur profit. Évaluant la qualité de l'environnement urbain à travers une approche « traditionnelle », Blumenfeld (1969) nous invite à distinguer entre un environnement urbain considéré d'une part comme « un lieu où produire la vie » (c'est-à-dire un lieu « économique ») et d'autre part « un lieu pour vivre » (c'est-à-dire un lieu « social »). Fort bien. Et les études sur la qualité de la vie commencent à nous donner une idée de l'importance relative de ces deux macro-domaines. Mais Blumenfeld dit surtout que l'arrangement physico-spatial des phénomènes au sein d'un environnement urbain sert de structure de base à l'intérieur de laquelle les processus socio-économiques opèrent. Or ce que semblent démontrer les études sur la qualité de la vie, c'est que dans une telle formulation, on oublie le *contexte*. C'est pourquoi nous dirions quant à nous que les processus sociaux et économiques opèrent dans un contexte *vital* pour lequel les lieux ont un rôle relativement secondaire. C'est bien l'avis de Rossi (1972) lorsqu'il définit une « communauté » comme une « entité psychosociale ». En fait ce que Rossi réclame c'est une compréhension beaucoup plus profonde de concepts tels que ceux de « cohésion communautaire » « d'aliénation », etc. Le recours à de tels concepts ne devrait pas effrayer les géographes dans la mesure où ils mettent justement en évidence le besoin d'études locales extrêmement détaillées qui devraient cependant être *restituées* dans le contexte d'enquêtes conduites à bien plus grande échelle.

En fait certains méthodologues nous inviteraient sans doute à utiliser de pair ces grandes enquêtes générales et l'enquête de style ethnographique, si possible (mais c'est nous qui y référons) en les combinant de façon dialectique.

Il reste enfin que les différents ordres de valorisation mis en évidence par ce type de recherche, et qui semblent prendre le pas sur les seules revendications économiques rendent indirectement compte de la rapide diffusion de « l'idéologie » écologiste, et plus indirectement encore, de certaines dimensions qui animent le débat sur l'énergie nucléaire. Ce débat réfère obligatoirement à un choix de société. Nous ne croyons donc pas utile de nous demander si les connaissances que les spécialistes « behavioristes » commencent à produire sur les attitudes des savants et du public face au nucléaire pourraient alimenter le débat que nous avons nous-mêmes ouvert sur les conditions et les possibilités de lecture de l'idéologie dans l'espace géographique.

LES ATTITUDES FACE AU NUCLÉAIRE : QUELQUES LEÇONS POUR APPRENDRE À LIRE L'IDÉOLOGIE D'UNE SOCIÉTÉ DANS SES RAPPORTS AVEC LA PRODUCTION DE L'ESPACE

Il y a évidemment plusieurs manières de traiter les problèmes posés par les tenants et les aboutissants du choix en faveur de l'énergie nucléaire. Notre propos n'étant pas le choix nucléaire *comme tel*, nous laisserons de côté toute une série de questions passionnantes même si elles ne sont pas sans intérêt pour qui veut mieux comprendre la nature et le rôle des idéologies dans notre société. C'est particulièrement le cas de toute la discussion portant sur le nucléaire considéré comme une alternative possible parmi d'autres sources d'énergie ; c'est aussi le cas des études qui consistent à essayer de comparer le risque nucléaire aux autres risques. Il serait intéressant aussi de chercher à évaluer le poids de la perception du risque nucléaire dans l'ensemble des affaires courantes d'une formation sociale quelconque. Particulièrement pertinente également, serait une réflexion sur les rapports entre le nucléaire et les structures institutionnelles et politiques qui l'assument et qui risquent d'en être modifiées. Largement posé dans l'opinion publique allemande, ce problème est actuellement au cœur des discussions suscitées par les prises de position du philosophe suisse Denis de Rougement pour qui « les risques prévus du nucléaire sont moins à redouter aujourd'hui que les arguments de ses promoteurs, car ce sont eux qui ont causé la crise présente : croissance industrielle sans fin identifiée à progrès, alors qu'elle signifie inégalités accrues, pollution universelle, régimes policiers au service du profit à court terme ». Ajoutons enfin que notre propos ne sera pas normatif, même si avec Denis de Rougement nous pouvons accepter l'idée que le problème de l'énergie est aujourd'hui une occasion unique de se demander, à travers une réflexion sur les conditions de « l'autonomie », à quel prix l'énergie deviendra « liberté ».

En regard de notre hypothèse de travail qui veut qu'il soit possible d'étudier la nature et le poids des représentations mentales et des idéologies dans les comportements qui se traduisent finalement par la production d'une structure socio-spatiale particulière, deux thèmes, d'ailleurs étroitement reliés, nous paraissent pertinents. D'une part le problème de l'évaluation des risques, problème qui a lui-même deux composantes, la composante « purement » scientifique de l'équation du risque, la composante psycho et socio-politique de la perception par les décideurs des croyances du public à cet égard, et d'autre part, le problème plus global des *rapports entre l'attitude générale du public face au choix énergétique et les processus de prise de décision.*

Les composantes de l'équation du risque nucléaire : le problème des valeurs

En ce qui concerne le premier thème, il ne fait plus aucun doute aujourd'hui qu'il existe une relation dialectique entre les représentations sociales et non seulement les choix politiques des décideurs mais aussi les évaluations que font les savants eux-mêmes de l'équation du risque nucléaire (Sclove, 1978). Par ailleurs la lecture de la littérature scientifique consacrée à ce thème et plus particulièrement celle qui analyse les débats entre les spécialistes (Otway et Pahner, 1978; Otway, 1977, Council for Science and Society, 1977; Pearce, 1978) montre, parmi d'autres évidences, que la science, la puissance (politique) et l'éthique, sont intimement liées dans toute estimation des risques, et que plus nous en savons au sujet des risques, plus nous devenons conscients que la façon dont ils sont établis est conditionnée par nos objectifs et les valeurs actuellement dominantes au sein de notre société (Otway *et al*, 1978). C'est d'ailleurs là une preuve supplémentaire du besoin dans lequel nous sommes de mieux comprendre le phénomène idéologique et l'ensemble des biais psycho-sociaux qui lui sont sans doute reliés.

Si l'on peut admettre par ailleurs l'idée que l'on puisse « planifier » les risques comme un phénomène social, il convient aussi de reconnaître que tout « hasard » peut se présenter comme un triangle à trois côtés; ceux qui le créent, ceux qui en font l'expérience, ceux qui le gèrent (Ravetz, 1977) [1]. Parfois les trois côtés sont réunis en une seule personne (disons un alpiniste). Mais pour la plupart des risques technologiques, les trois côtés sont fort bien séparés. Dans la mesure où les risques sont si difficiles à étudier objectivement ou même à imaginer (l'inimaginable joue en effet un rôle considérable), il est naturel que la façon dont chaque côté voit les hasards dépende fortement des valeurs et de la représentation que l'on se fait de son rôle à l'intérieur de cette problématique du risque. Or la perception de ce rôle est extrêmement différente d'un côté du triangle à l'autre.

Il convient d'admettre en outre que le style de régulation des risques demandé par chaque côté dépendra d'un éventail fort large de relations sociales inscrites dans des faits de *pouvoir*. Si bien que tout débat sur les risques sera d'essence politique ou aura au moins une dimension politique. De là à admettre que ce sera toujours en définitive celui des trois côtés qui détiendra le plus de pouvoir qui créera l'essentiel des perceptions et des valeurs, il n'y a qu'un pas. On en revient donc à cette idée essentielle que les « idées dominantes sont les idées de la classe dominante » et que la politique servira d'abord l'un des trois côtés concernés.

Et la tâche des « régulateurs » chargés de veiller à l'application des standards de sécurité ne sera jamais facile. Même si la « loi » leur demande de répondre aux besoins des deux autres groupes d'acteurs, ils seront presque toujours perçus comme s'alignant sur les besoins de la technocratie. Comment feraient-ils pour réconcilier deux systèmes de valorisation forcément différents ?

Les possibilités d'une analyse expérimentale et quantitative

L'analyse expérimentale et quantitative des argumentations est pourtant possible. Particulièrement intéressants pour notre propos sont à cet égard les résultats des travaux conduits par le groupe de Vienne (I.A.E.A.-I.I.A.S.A.) sur d'une part les attitudes du public et la prise de décision (Otway et Fishbein, 1977) et sur la

pertinence de la perception des croyances du public par les preneurs de décision (Thomas *et al*, 1978). Ces travaux viennois sont beaucoup plus nettement orientés sur le test expérimental d'un modèle d'attitude théoriquement construit que la plupart des autres études conduites à partir de questionnaires (Krebsbach *et al*, 1978 ; Agrafiotis *et al*, 1977) par exemple ou faisant le point sur le développement des groupes d'opposition (Surrey et Huggett, 1976). En fait l'équipe viennoise a réalisé un *travail unique* : le test explicite d'une méthodologie fondée sur un modèle d'attitudes qui reflète les structures de valorisation du public comme composante d'un mécanisme d'évaluation qui, avec l'estimation du risque, devient une recherche qui permet de les inventorier.

Travaillant à partir de questionnaires soumis par la suite à toute une série d'analyses multivariées les chercheurs de l'International Institute for Applied Systems Analysis (I.I.A.S.A.) ont fait la preuve de la nature complexe des structures cognitives sous-tendant les attitudes du public envers l'énergie nucléaire et son utilisation. Non seulement les croyances quant aux bénéfices de l'énergie nucléaire sont-elles relativement indépendantes des croyances quant aux risques du nucléaire, mais on démontre encore que les gens peuvent croire que l'utilisation du nucléaire va conduire à certains types de risques (socio-politique par exemple) tout en ne croyant pas qu'ils conduiront à d'autres (environnementaux par exemple) (Otway *et al*, 1978).

L'analyse factorielle des perceptions a montré en outre que les risques identifiés comme « psychologiques » (« Je serai exposé à des risques sans mon consentement », « à des risques que je ne pourrai pas contrôler », « le nucléaire représente une menace pour l'humanité », etc.) ont le plus grand poids dans la différenciation des attitudes pro ou anti-nucléaire. Pour les anti-nucléaires, les croyances en des risques psychologiques et socio-politiques (3^{e} facteur) contribuent plus, ensemble, à déterminer leur attitude que ne le fait la combinaison des croyances en des risques environnementaux (4^{e} facteur seulement) et de leur évaluation des bénéfices économiques et techniques que l'on pourra en tirer (2^{e} facteur). Ce qui tiendrait à démontrer qu'en fait *la controverse sur le nucléaire est hautement symbolique dans sa nature*, les implications psychologiques et socio-politiques de la puissance nucléaire étant les dimensions cruciales du problème plutôt que les risques encourus par l'environnement physique, humain ou économique.

Ce qui semble prouver que dans ce domaine comme dans d'autres l'environnement de demain sera idéologiquement déterminé, de quelque côté que soit le pouvoir, aux mains d'un État technocratique ou aux mains d'un pouvoir public, qu'il traduise les seuls impératifs du pouvoir technocratique ou qu'il soit le reflet des attitudes d'un public dont on aurait pris en compte les revendications. Il reste que pour l'instant il faut encore reconnaître qu'il existe différents types de publics. On pourrait ainsi distinguer entre d'une part les groupes qui, soit sont en faveur, soit s'opposent au nucléaire (distinction couramment utilisée dans les travaux de l'I.A.E.A.-I.I.A.S.A.) et, d'autre part les différents groupes sociaux (tels que définis dans la plupart des études d'opinion et d'attitude, groupes démographiques ou classes sociales, comme par exemple dans l'étude de Greer-Wootten et Mitson, 1976). Mais de façon peut-être encore plus intéressante, on pourrait également établir des distinctions entre groupes géographiques. On constate en effet que le public semble réagir de façon fort différente selon la *distance* qui le sépare du « danger potentiel », les contacts fréquents *réduisant* significativement la perception des risques, ce qui ne manque pas d'implications, tant psychologiques (Pahner, 1976) que géographiques (Madertnaner *et al*, 1978). Cela avait déjà été relevé à l'occasion d'enquêtes plus générales. D'autres chercheurs étaient arrivés à des résultats extrêmement similaires, soit en incorporant

d'entrée les effets de la distance comme facteur de stratification (Harris, 1975; Berberian, 1977) soit en étudiant les perceptions du risque au moyen d'une stratification établie à la suite d'une analyse de données (Greer-Wootten, 1976).

Les divers résultats dont on dispose aujourd'hui à la suite de véritables consultations nationales (Autriche, le 5 novembre 1978; Suisse le 18 février 1979) confirment le phénomène de différenciation spatiale des attitudes face au nucléaire ainsi que le fait que « l'angoisse » se soit révélée de nature relativement abstraite et mythique. Il reste cependant qu'une interprétation du caractère positif des réactions des habitants résidant à proximité des centrales — fondée sur le fait que ces habitants ont eu l'occasion de se familiariser avec elles ou qu'ils étaient mieux informés du fait de leur situation, les contacts personnels avec les responsables (physiciens, ingénieurs, travailleurs) favorisant les discussions ouvertes et sérieuses — a des connotations géographiques sur lesquelles il est inutile d'insister et qui devraient contribuer à nourrir le débat sur les rapports dialectiques entre représentations idéologiques et organisation de l'espace géographique.

S'il existe différents publics, différents sous-groupes sociaux et géographiques, nos études peuvent permettre de les identifier et de faire avec les spécialistes behavioristes des travaux qui pourraient conduire les preneurs de décision à réviser, sinon leurs politiques, du moins leur façon d'approcher le problème : si le risque perçu est de nature socio-politique et psychologique plus qu'écologique et économique, les problèmes à régler (et malheureusement aussi les conditions d'une éventuelle « manipulation » du public)[2] sont évidemment de nature différente.

De l'attitude du public à l'attitude des décideurs

Tout ce que l'on sait pour l'instant, grâce d'ailleurs aux études les plus récentes de la même équipe viennoise, c'est que lorsque l'on fait remplir un questionnaire identique à ceux qui sont engagés dans le processus de prise de décision et à un échantillon représentatif du public, et que l'on compare les résultats, et que plus subtilement encore on demande aux preneurs de décision de remplir le questionnaire en se mettant successivement à la place des pro et des anti-nucléaires, en jouant leur rôle, on constate, au-delà de toute une série de résultats significatifs (Thomas *et al*, 1978), que les questions qui se posent aux auteurs de l'étude sont les suivantes : si les décideurs ont une assez bonne perception des attitudes globales des groupes opposés et comprennent bien les systèmes de croyances et de valeurs qui sous-tendent les attitudes de chaque groupe, cette perception est-elle reflétée dans les recommandations politiques qui sont de leur ressort ? Dans quelle mesure considèrent-ils que l'opinion publique a une importance légitime dans le processus de prise de décision ? Si nous ne pouvons être certains, au stade où en est notre réflexion, que les travaux mentionnés nous assurent qu'un jour ou l'autre les géographes seront capables d'expliciter nombre de relations unissant l'idéologie à l'espace géographique, nous pouvons être convaincus que les conditions suivant lesquelles notre environnement socio-spatial est produit et reproduit dépendent directement de l'usage que les décideurs font de l'information qui est produite pour eux. Car si l'énergie est à la base de la civilisation industrielle, on est bien en droit de penser avec Otway *et al* (1978) que le pouvoir est un déterminant tout aussi puissant de la structure de notre système social et de son fonctionnement. Mais alors « qui gardera les gardiens ? *Quis custodiet ipsos custodes ?* »

CONCLUSION

Nous retombons donc une fois de plus sur le problème du fonctionnement de la démocratie. Il semble bien que tout essai de lecture de l'idéologie, que nous cherchions à la situer dans les discours des uns et des autres, dans les comportements « sociétaux » ou même dans l'espace géographique, conduise quiconque s'y livrera (et le géographe comme les autres) à la poser. Il existe plusieurs composantes dont certaines intéressent directement son travail et son action : l'information, le pouvoir, l'expression. Rappelons cette évidence que les données collectées ou produites, et même les catégories au sein desquelles elles sont recueillies, reflètent la conception du problème telle qu'elle est influencée par la perception et les valeurs de ceux qui ont le pouvoir de collecter et de traiter ces données. Un changement dans la balance du pouvoir et le libre accès à l'information, sont des préconditions à l'amélioration de l'évaluation scientifique des risques et des perceptions.

Une évolution semble particulièrement intéressante en Grande-Bretagne depuis qu'un net discrédit a été jeté sur les méthodes de la Commission royale d'enquête (Windscale Inquiry). En lisant les travaux de Ravetz (1977), qui s'inscrivent dans cette atmosphère nouvelle, on se dit que l'étude des risques semble donc être un excellent exemple de ce type de science qui émerge actuellement dans la gestion des problèmes de ressources et d'environnement, et qui devrait commander que les chercheurs établis perdent leur monopole d'experts légitimes. L'analyse de Ravetz (*Ibid.*) montre que bien des arguments aujourd'hui acceptés comme scientifiquement valables ont été apportés par des étudiants, des journalistes, des amateurs et des groupes de pression. L'intérêt est que dans ce type de réflexion scientifique, l'engagement politique soit ouvert plutôt que caché. C'est un progrès énorme. Et il n'y a pas lieu d'avoir peur de « surdémocratiser » les solutions, la distinction entre « faits » et « politiques » étant pratiquement atteinte par des débats véritables plutôt qu'idéologiquement déterminés à travers une foi fondamentaliste.

Si le vrai changement ne dépend donc pas simplement de la « loi », mais de changements dans la conscience et dans les processus de prise de conscience, il n'en demeure pas moins vrai que pour y participer et/ou en parler, nous ne pourrons éviter de nous poser le problème des changements dans les méthodes.

C'est ce à quoi nous avons voulu contribuer en recensant ces quelques études sur la qualité de la vie et le nucléaire. Nous avons voulu montrer que dans certaines limites méthodologiques précises sur lesquelles nous reviendrons[3], l'étude structurelle des valorisations et de l'idéologie d'une population est possible à travers la mobilisation d'un ensemble de procédures théoriques, empiriques et techniques. Rien n'interdit au géographe qui a les moyens financiers de telles enquêtes de repenser le problème des tenants et des aboutissants du processus de production de l'espace, en s'appuyant sur des études qui lui permettront de prendre en compte, selon une série d'expressions que Georges Duby (*L'Express*, 16 décembre 1978) appliquait à la société du Moyen Âge, « non seulement ce que l'on nomme les infrastructures d'une société, mais aussi l'intervention des idées, des images, des codes de comportement, des systèmes de valeur, de tout ce qui n'étant pas matériel a autant de réalité : les représentations mentales, ce que l'on pourrait appeler, dans une certaine mesure, l'idéologie ».

Mais alors trois tâches, trois étapes méthodologiques nous paraissent en effet indispensables : d'une part apprendre à décrire avec le maximum de pertinence possible les caractéristiques de l'environnement spatial (que celles-ci soient « objectives » ou « subjectives », en montrant au besoin la vanité d'une telle distinction), en en

mesurant les changements, c'est-à-dire en fait les significations (objectives celles-là) ; d'autre part, et indépendamment, découvrir la structure et la nature des représentations mentales, idéologiques, qui forment les enjeux conflictuels à partir desquels la société se produit ; tester enfin la nature, le nombre, le sens et la force des relations unissant, à travers la dynamique de la dialectique socio-spatiale, ces deux ensembles de qualités. Ce n'est pas là une mince affaire, mais nous ne pensons pas avoir ici à présenter des solutions toutes faites. Il convient cependant de souligner les limites des ensembles ainsi définis.

Dans cet article nous avons envisagé quelques-uns des aspects idéologiques qui guident la démarche des producteurs d'espace. Mais il est bien évident que tout aussi importante aurait été une démarche s'attachant à mettre en évidence les aspects économiques liés au « mode de production » bien sûr, mais encore les aspects juridiques et politiques qui eux aussi font partie de la sphère « superstructurelle » de toute formation sociale. Si le « mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle, le même texte de Marx ajoute qu'il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses », dans lesquelles les hommes prennent conscience des conflits et les poussent jusqu'au bout. L'essentiel pour le chercheur, même pour celui qui accepte l'axiome marxiste, consiste à ne pas en faire un théorème déterministe et réducteur puisqu'aussi bien, dans la formulation concernant le mode de production, le « en général » tend à relativiser le « dominé », rendant la formulation plus probabiliste que déterministe. L'étude des corrélations existant entre ces différentes dimensions du processus de création et d'appropriation de l'espace socio-géographique tenant compte à la fois des distances sociales et de la disposition des objets les uns par rapport aux autres dans le cadre matériel (espace naturel et espace construit), est encore une tâche tout à la fois utile et possible dont la pertinence sociale et épistémologique semble aujourd'hui bien établie et devrait libérer les géographes de leurs éternels complexes. La découverte des dimensions idéologiques que l'on peut lire dans cet espace ne fait que confirmer ici qu'une analyse conduite à partir du seul schéma marxiste, même si elle s'est déjà révélée plus puissante au niveau de l'explication que l'analyse empirique et abstraite (quantitative aussi bien que qualitative d'ailleurs), ne saurait suffire. Rendre compte des structures de l'espace géographique réclame la connaissance des pratiques économiques et sociales, des rapports de propriété qui les sous-tendent ; ce n'est plus à démontrer. Nous espérons avoir fait la démonstration supplémentaire qu'il était nécessaire et possible, dans certaines conditions du moins, de mobiliser en vue de l'explication, d'autres partenaires : les représentations, les désirs, les valeurs, l'imaginaire, relatifs à cet espace, en un mot l'idéologie qu'il reflète et dont il est partiellement au moins le produit.

Le problème du scientifique face au devenir socio-spatial nous semble donc double : au plan théorique, connaître les conditions d'exercice de cette démocratie en analysant les contenus qu'elle exprime, mais aussi, au plan de la recherche, tant fondamentale qu'appliquée, se donner les moyens scientifiques du décryptage de la liaison dialectique qui unit l'espace et la société à travers un « double processus de production » : la production de l'espace, mais aussi la production de la société elle-même (Lefebvre, 1978).

POSTFACE 1985

Tel qu'il a été présenté en 1979, cet article partait d'une hypothèse : celle qu'on pouvait lire l'idéologie d'une société dans son espace. L'étude des travaux consacrés à

la qualité de la vie telle que vécue et perçue par les populations dans leurs différents milieux offrait une voie d'accès, dans la mesure où justement ces études prenaient progressivement en compte les médiations possibles, dans la satisfaction, du système de valorisation des répondants, déterminants non négligeables des attitudes et des comportements, et donc, à plus ou moins long terme, des pratiques spatiales et des formes qui en résultent. La référence aux attitudes face au nucléaire et les modèles plus complexes qui fondent actuellement les études relevant de l'économie politique du risque nous confirmaient dans l'idée que l'analyse simultanée des producteurs et des consommateurs de l'idéologie nous permettrait d'atteindre certains aspects négligés de la réalité spatiale, celle-ci étant l'émanation d'une réalité sociale dont l'idéologie est, en dernière analyse, l'un des reflets essentiels.

Depuis, la cohérence du propos s'est affirmée, au fil des nombreuses études qui se sont développées, sur le thème de l'idéologie dans le discours, comme aussi dans celui de son utilisation systématique dans la production de l'espace. Les méthodes mobilisées par les sémiologues ont aujourd'hui considérablement élargi le nombre de nos références possibles, le meilleur exemple étant fourni par l'étude de Laurence Bardin (1975) sur les mécanismes idéologiques de la publicité, partiellement relayée au Canada par celle de Gérald Fortin (1982) sur la publicité sur le logement neuf. Les composantes purement idéologiques des annonces de la publicité immobilière ne sont plus à démontrer et leur rôle dans la production de l'espace non plus. Largement développé depuis, le thème mythique de la « qualité de la vie urbaine » a fait l'objet d'une étude serrée de la part de Monique Dagnaud (1978) en France tandis que les travaux de l'Institute for Behavioural Research de York University à Toronto se multipliaient et faisaient faire un grand pas en avant, non seulement aux techniques d'échantillonnage et de mesure, mais encore à la prise de conscience du rôle des valeurs, et plus spécifiquement de celle des élites, dans la perception de la qualité de la vie, les attitudes politiques, les préoccupations du public (Atkinson, 1982 ; Atkinson et Murray, 1979 ; Williams, 1980 ; Ornstein *et al*, 1979).

Les résultats ne manquent pas de pertinence quant à notre propos initial quand ils nous obligent à constater que ce ne sont pas les facteurs relevant de l'aménagement, l'accessibilité aux équipements de tous ordres en particulier, qui sont déterminants, mais, très généralement, des facteurs sociaux. Un exemple : les réactions à la composition ethnique ou sociale du voisinage, c'est-à-dire l'absence de différences, le fait aussi d'être dans un milieu homogène et donc exclusif. Tout se passe comme si l'essentiel pour l'habitant résidait dans la possibilité de sauvegarder son intimité et de minimiser les risques de conflits liés à la différence. Toutes ces études ont montré par ailleurs que du fait du processus d'ajustement des aspirations aux conditions objectives, on risquerait, en les utilisant comme « critères » ou « alibis » en regard de choix d'aménagement, de faire perdurer les inégalités en surdéterminant les préoccupations des classes les mieux loties, aux aspirations plus aiguisées. Et ce d'autant plus que ces études confirment le fait qu'en terme de satisfaction perçue, dans la majorité des domaines soumis à l'analyse, la « qualité de la vie » était non seulement reliée à l'âge des répondants, d'autant plus satisfaits que jeunesse se passe, mais aussi, et plus encore, à la satisfaction envers les institutions sociales, reliées, en d'autres termes, au plus ou moins grand conservatisme des gens, voire, corrélativement d'ailleurs, à leur niveau d'aliénation, mesuré par leur sentiment d'impuissance (Buttel *et al*, 1977).

Cette composante idéologique est consubstantielle, nous semble-t-il, de ce type d'études, et c'est bien pourquoi leurs résultats doivent faire l'objet de débats au niveau où, explicitement, les idéologies peuvent démocratiquement s'affronter avant de s'exercer, au niveau politique, dans un débat public qu'elles peuvent d'ailleurs

contribuer à nourrir de manière nouvelle et originale. Nous en revenons donc à notre conclusion initiale et au recours à la pratique démocratique, comme lieu de ritualisation d'un conflit social nécessaire, parce que toujours latent, dont ces différentes études, partiellement du moins, fournissent et cristallisent les données.

NOTES

[1] Ce *cadre conceptuel* — qui tient compte simultanément de trois ensembles d'acteurs — est très voisin du modèle qui a servi de base aux études d'évaluation des risques conduites par le « Joint Project, International Atomic Energy Agency — International Institute for Applied Systems Analysis » (I.A.E.A. — I.I.A.S.A.) tel qu'il est décrit par Otway et Pahner (1976).

[2] On retrouve ici l'un des problèmes laissé latent dans les études sur la qualité de la vie et les indicateurs sociaux subjectifs : si les pouvoirs en place possèdent ce type d'information, la connaissance qu'elle leur donne ne va-t-elle pas être utilisée au renforcement de ce pouvoir ? Comment les chercheurs en sciences sociales, travaillant sur des données empiriques à cette échelle, peuvent-ils veiller à contrebalancer une utilisation de leurs travaux qu'ils condamnent ?

[3] Ce sont en fait l'ensemble des thèmes évoqués dans cet article, rédigé au printemps 1979, qui ont été repris, soit par nous (Greer-Wootten, 1980 ; Greer-Wootten et Racine, 1983 ; Racine, 1985), soit par d'autres chercheurs, en particulier Bailly (1981), Inglehart et Klingemann (1979) et Stoetzel (1983).

BIBLIOGRAPHIE

AGRAFIOTIS, D., MORLAT, G. et PAGES, J.P. (1977) Le Public et le Nucléaire. *Nuclear Power and its Fuel Cycle*. Vituna, I.A.E.A., vol. 7, p. 309-324.

ALTHUSSER, L. (1976) *Positions*. Paris, Éditions sociales, 173 p.

ANDERSON, J. (1973) Ideology in Geography : An Introduction. *Antipode*, 5(3) : 1-6.

ANDREWS, F.M. et CRANDALL, R. (1976) The Validity of Measures of Self-Reported Weel-Being. *Social Indicators Research*, 3 : 1-19.

ATKINSON, T. (1982) The Stability and Validity of Quality of Life Measures. *Social Indicators Research*, 10 : 113-132.

ATKINSON, T. et MURRAY, M.A. (1979) *Values, Domains, and the Perceived Quality of Life : Canada and the United States*. York University, Quality of Life Project, I.B.R. Working Papers.

BAECHLER, J. (1976) *Qu'est-ce que l'idéologie*. Paris, Gallimard, 405 p.

BAILLY, A.S. (1981) *La géographie du bien-être*. Paris, Presses universitaires de France.

BARDIN, L. (1975) *Les mécanismes idéologiques de la publicité*. Paris, Éditions universitaires.

BERBERIAN, M. (1977) *Opinion Survey Results* (Project RARE : Risk Assessment of Rare Events). Worcester (Mass.), Clark University, Department of Geography.

BLISHEN, B.R., ATKINSON, T., GREER-WOOTTEN et ORNSTEIN, M. (1975) *Social Change in Canada : Trends in Attitudes, Values and Perceptions*. Downsview (Ont.), York University, Institute for Behavioural Research, 146 p.

BLUMENFELD, H. (1969) Criteria for Judging the Quality of the Urban Environment, in Schmandt, H.J. et Bloomberg, W., Jr. (eds) *The Quality of Urban Life*. Berverley Hills (Ca.), Sorge (Urban Affairs Annual Reviews, vol. 3), p. 137-164.

BUTTEL, F., WILKENING, E. et MARTINSON, O. (1977) Ideology and Social Indicators of the Quality of Life. *Social Indicators Research*, 6(4) : 353-369.

BUTTIMER, A. (1971) *Society and Milieu in the French Geography Tradition*. Chicago, Rand McNally.

CAMPBELL, A., CONVERSE, P.E. et RODGERS, W.L. (1978) *The Quality of American Life, Evaluations and Satisfactions*. New York, Russell Sage Foundation.

COUNCIL FOR SCIENCE AND SOCIETY (1977) *The Acceptability of Risks*. Barry/Rose.

FORTIN, G. (1982) *La publicité sur le logement neuf*. Montréal, INRS.

GREER-WOOTTEN, B. (1976) Some Directions for Information on Nuclear Power Issues in Canada. *Nuclear Power and the Canadian Public*. Toronto, Canadian Nuclear Association, p. 93-109.

——— (1980) Context, Concept and Consequence in Risk Assessment Research : a Comparative Overview of North-American and European Approaches in Social Sciences, in Conrad, J. (ed.), *Society, Technology and Risk Assessment*. New York, Academic Press, p. 67-101.

GREER-WOOTTEN, B. et MITSON, L. (1976) *Nuclear Power and the Canadian Public. A National and Regional Assessment of Public Attitudes and Perceptions of the Use of Nuclear Power for the Production of Electricy*. Downsview (Ont.), York University, Institute for Behavioural Research, 402 p.

GREER-WOOTTEN, B. et RACINE, J.B. (1983) Des traces de pas d'éléphants dans la boue ? Repères épistémologiques pour un débat sur les indicateurs territoriaux et les représentations mentales. *Géotopiques*, 1 : 44-72.

HARRIS and Associates Inc. (*s.d.*) *A Survey of Public and Leadership Attitudes Toward Nuclear Power Development in the United States*. New York, Ebasco Services.

HARVEY, D. (1973) *Social Justice and the City*. London, Edward Arnold, 336 p.

HEISE, D.R. et BOHRNSTEDT, G.W. (1970) Validity, Invalidity and Reliability, in Borgatta, E.F. et Bohrnstedt, G.W. (eds) *Sociological Methodology*. San Francisco (Ca.), Josey-Bass, p. 104-129.

INGLEHART R. et KLINGEMANN, H.D. (1979) Ideology and Values, part II, in Barnes, S.H. et Kaase, M. (ed) *Political Action, Mass Participation in Five Western Democraties*. Beverly Hills, Sage.

ISNARD, H. (1978) *L'Espace géographique*. Paris, Presses universitaires de France, 219 p.

KREBSBACH, C., SCHARIOTH, J. et SCHMID-JORG, I.G. (1978) *Attitudes and Behaviour in the General Public*.

KRIEGER, M.H. (1975) What Do Planners Do. *Journal of the American Institute of Planners*, 41 : 347-349.

LACOSTE, Y. (1976) Pourquoi Hérodote ? Crise de la géographie et géographie de la crise. *Hérodote*, 1 : 8-62.

LEFEBVRE, H. (1968) *Le droit à la ville*. Paris, Éditions Anthropos.

MADERTHANER, R., GUTTMANN, G., SWATON, E. et OTWAY, H.J. (1978) Effect of Distance on Risk Perception. *Journal of Applied Psychology*, 63(3) : 380-382.

MARX, K. (1965) Critique de l'économie politique. *Œuvres*. Paris, Gallimard, La Pléiade, p. 251-454 et 1859.

MASSEY, D. (1973) Towards a Critique of Industrial Location Theory. *Antipode*, 5(3) : 33-39.

McKENNELL, A.C. (1974) *Surveying Attitude Structures*. Amsterdam, Elsevier.

McKENNELL, A.C. (1975) *Problems and Conclusions from American Surveys of Received Life Quality*. Paper presented at E.E.C. Seminar of Social Indicators, Luxembourg, 31 p.

McKENNELL, A.C., ATKINSON, T. et ANDREWS, F. (1978) *Structural Constancies in Surveys of Perceived Well-Being*. Paper presented at IXth World Congress of Sociology, Uppsala, 12 p.

MOFFITT, L.C. (1975) Value Implications for Public Planning : Some Thoughts and Questions. *Journal of the American Institute of Planners*, 41 : 397-405.

NEUFVILLE, J.I. de (1975) *Social Indicators and Public Policy. Interactive Processes of Design and Application*. Amsterdam, Elsevier.

OLSSON, G. (1974) Servitude and Inequality in Spatial Planning : Ideology and Methodology in Conflict. *Antipode*, 6(1) : 16-21.

ORNSTEIN, M.D., ATKINSON, T. et STEVENSON, H.M. (1979) *Political Attitudes and the Quality of Life*. York University, I.B.R.

OTWAY, H.J. (1977) The Present Status of Risk Assessment. *Risk Analysis : Industry, Government and Society*. The Hague, p. 6-28.

OTWAY, H.J. et FISHBEIN, M. (1977) *Public Attitudes and Decision Making*. Laxenburg, I.I.A.S.A.

OTWAY, H.J., MAURER, D. et THOMAS, K. (1978) Nuclear Power, the Question of Public Acceptance. *Futures*, 10 : 109-118.

OTWAY, H.J. et PAHNER, P.D. (1978) Risk Assessment. *Futures*, 8 : 122-134.

PAHNER, P.D. (1976) *A Psychological Perspective of the Nuclear Energy Controversy*. Laxenburg, I.I.A.S.A.

PEARCE, D.W. (1978) *Social Cost Benefit Analysis and Nuclear Futures*. Paper presented at the Beijev Institute International Review Seminar on « Impacts and Risks of Energy Strategies : Their Analysis and Role in Management », Stockholm, 32 p.

RACINE, J.B. (1977) Discours géographique et discours idéologique : perspectives épistémologiques et critiques. *Hérodote*, 6 : 109-159.

——— (1985) Qualita della vita e mutamento sociale : dagli indicatori oggetivi agli indicatori soggettivi, in *Esitere ed abitare*. Milano, F. Angeli (à paraître).

RAVETZ, J. (1977) The Risk Equations : The Political Economy of Risk. *New Scientist*, 8 : 598-599.

RESOURCES FOR THE FUTURE INC. (1977) *Resources*. Washington, D.C., no 54.

ROBINSON, J. (1964) *Economic Philosophy*. Penguin Books.
ROSE, Hilary et ROSE, Steven (1974) in Whitley, R. (ed.) *Social Processes of Scientific Development*. London, Routledge and Kegan.
ROSSI, P.H. (1972) Community Social Indicators, in Campbell, A. et Converse, P.E. (eds) *The Human Meaning of Social Change*. New York, Sage, p. 87-126.
ROYAL COMMISSION ON ELECTRIC POWER PLANNING (1978) *A Race Against Time. Interim Report on Nuclear Power in Ontario*. Toronto, Government of Ontario.
ROYAL COMMISSION ON ENVIRONMENTAL POLLUTION (1976) *Sixth Report: Nuclear Power and Environment*. London, H.M.S.O.
SCIENCE COUNCIL OF CANADA (1977) *Canada as a Conserves Society, Resources Uncertainties and the Need for New Technologies*. Ottawa, Supply and Services Canada.
SCLOVE, R.E. (1978) *An Inquiry into the Structure, Evolution and Social Implications of a Sociotechnological Controversy*. Massachusetts Institute of Technology.
SLATER, D. (1977) The Poverty of Modern Geographical Enquiry, in Peet, R. (ed.) *Radical Geography*. London, Methuen, 387 p.
STOETZEL, J. (1983) *Les valeurs du temps présent: une enquête européenne*. Paris, Presses universitaires de France.
SURREY, J. et HUGGETT, C. (1976) Opposition to Nuclear Power. A Review of International Experience. *Energy Policy*. December, p. 286-307.
TUAN, Y.F. (1974) *Topophilia, A Study of Environmental Perception, Attitudes and Values*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice Hall, 260 p.
WILLIAMS, P.A. (1980) *Elite Attitudes Toward Canadian Social Welfare Policy*. York University, I.B.R., 34 p.
WINDSCALE INQUIRY REPORT (1978) London, H.M.S.O., vol. 1.